

COMMENTAIRE

Mali: La désintégration d'un « modèle de démocratie africaine »

Alex Thurston*

Ce commentaire examine la manière dont le Mali est entré dans la crise qui le secoue actuellement, en retraçant la chute du régime du président Amadou Toumani Touré et la montée en puissance des groupes islamistes armés dans le nord du pays, ainsi que les événements qui ont conduit à une intervention armée de la France. L'article analyse par la suite certains des cadres conceptuels qui pourraient obérer une formation politique effective dans un Mali post-conflit. Il affirme que la Somalie ne représente pas un modèle valable pour le Mali. Le commentaire se clôt en recommandant que le gouvernement malien et ses partenaires priorisent les réponses aux inquiétudes humanitaires et sécuritaires au profit de l'organisation d'élections.

Le 17 janvier 2012, un groupe séparatiste du nord du Mali, le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA), lança une rébellion contre le gouvernement du président Amadou Toumani Touré. Dirigé par des Touaregs, ce groupe ethnique sans attache politique qui avait déjà organisé des soulèvements au Mali et dans le Niger voisin accumula rapidement les victoires. Les observateurs se demandèrent quelle réponse donnerait M. Touré – ancien général et symbole supposé de la démocratie africaine. Ils s'interrogèrent sur la manière dont le futur président du pays, le vainqueur des élections prévues pour le mois d'avril 2012, tenterait de rassurer les Touaregs, comme l'avaient fait les précédentes administrations. Le Mali était affaibli, avec un coup d'état perpétré

en mars 2012 et l'émergence de groupes islamistes armés dans le Nord. Quand l'instabilité politique menaçait le sud du pays, les forces françaises intervinrent en janvier 2013 afin de stopper l'avancée des islamistes dans la région de Mopti. Les Français reconquirent rapidement les principales villes du nord. Pourtant, alors que le gouvernement malien et ses partenaires travaillent à la réunification et à la reconstruction du pays, certains modèles importés mettent en péril la reconstruction et sèment les graines d'un futur conflit.

La rébellion au Mali commença par le soulèvement du MNLA contre M. Touré, mais ni le MNLA ni M. Touré ne restèrent longtemps des acteurs centraux. Les soldats maliens mécontents, honteux de leurs défaites face au MNLA, accusèrent le gouvernement de ne pas les avoir correctement équipés et financés. En mars 2012, une mutinerie dégelée en coup d'état réussi contre M. Touré (Schneider 2012). Il s'avéra que l'image d'un

* Department d'études religieuses, Northwestern University, Etats-Unis
alexseminal@gmail.com

Touré grand homme d'Etat – une image pas totalement imméritée, dans la mesure où il renonça au pouvoir après avoir lui-même dirigé un coup d'Etat en 1991 et semblait prêt à respecter les limites de son mandat avant le coup d'état de mars 2012 – avait aveuglé les observateurs extérieurs à une administration en mauvais état. Une corruption systémique et des promesses non tenues avaient affaibli l'armée, effacé les institutions gouvernementales et laissé un profond ressentiment au sein des communautés du nord (Whitehouse 2012).

Les mutins devenus putschistes parlèrent de reprendre le nord, mais une fois au pouvoir ils n'entreprirent rien en ce sens. Le MNLA, à qui la voie était laissée libre, déclara l'indépendance du nord. Mais les rebelles ostensiblement séculiers se retrouvèrent rapidement écartés par une coalition d'islamistes armés. Cette coalition comprenait le groupe touareg Ansar Din (qui signifie en arabe les « défenseurs de la foi ») et la franchise régionale d'Al Qaïda appelée Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), ainsi qu'un groupe dissident d'Al Qaïda appelé le Mouvement pour l'Unité et de Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). Le MNLA avait commis pillages et viols auprès de populations civiles, offrant aux islamistes un espace politique leur permettant de proposer leur vision de la loi et de l'ordre aux communautés du nord. Cette justice islamiste en horrifia certains, dont les milliers de personnes qui fuirent au sud du Mali et dans les pays voisins. Mais d'autres furent reconnaissants pour les efforts de distribution d'aide et de lutte contre le crime menés par les islamistes. Le MNLA fut ainsi dépassé par les islamistes tant politiquement que militairement. A l'été 2012, la coalition islamiste contrôlait les capitales provinciales de Gao, Kidal et Tombouctou.

Dans la capitale de Bamako, dirigée comme le reste du pays par l'armée, les élections présidentielles furent annulées. Face aux sanctions dont menaçaient le bloc régional, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le chef de file

du coup d'état, le capitaine Amadou Sanogo, céda le pouvoir officiel en avril 2012 au profit d'une administration civile de transition dirigée par le président Dioncounda Traoré et le premier ministre Cheick Modibo Diarra. Mais l'influence de M. Sanogo sur la vie politique resta forte. Ses affidés obtinrent ainsi des postes ministériels clés (Dicko 2012). Les partisans de M. Sanogo affichèrent leur volonté d'intimider tout dirigeant civil pouvant déplaire au capitaine. En mai, les manifestants pro-Sanogo rossèrent M. Traoré si violemment que ce dernier dut être évacué vers la France pour y recevoir des soins médicaux prolongés. Les 10 et 11 décembre, les soldats arrêtaient M. Diarra et le forcèrent à quitter le pouvoir.

Les forces extérieures s'employèrent à stabiliser la situation à Bamako tout en recherchant des solutions de réintégration du nord du Mali. Alors même que les négociateurs de la CEDEAO rencontraient au Burkina Faso des représentants d'Ansar Dine dans une tentative de convaincre leur groupe de rompre tout lien avec AQMI et de faire la paix avec Bamako, les commandants de la CEDEAO préparaient des plans de guerre. Ces efforts de la CEDEAO aidèrent en 2012 Washington et Paris à surmonter leur scepticisme sur la capacité du groupe régional à organiser une intervention. Des projets de déploiement d'une force externe furent ratifiés, tout d'abord par la CEDEAO, puis par l'Union Africaine et finalement, en décembre 2012, par le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Au cours de la deuxième moitié de l'année 2012, le Mali connut, *de facto*, une partition de son territoire. Les forces islamistes menèrent des attaques sporadiques, prenant Douentza à une garnison locale en septembre et faisant en novembre tomber les villes de Léré et Ménake, jusqu'alors aux mains du MNLA. Mais, à la fin de l'année, les affrontements restaient limités.

Au début de l'année 2013, les projets d'intervention extérieure furent pris de vitesse par les événements: les combattants islamistes attaquèrent des villes situées dans

le centre du pays, dans la région de Mopti, peut-être dans l'espoir de mettre la main sur des infrastructures clés, comme l'aéroport de Sevaré, que les commandants des forces externes avaient prévu d'utiliser pour leur intervention future. L'avancée islamiste déclencha une réponse rapide de l'ancienne puissance coloniale du Mali, la France, qui conserve un rôle politique et sécuritaire majeur en Afrique francophone. En quelques jours, les avions français bombardèrent les cibles du nord. Le 30 janvier, les soldats français et maliens reprenaient Gao, Tombouctou et Kidal. Les troupes de la CEDEAO et tchadiennes rejoignaient les forces françaises dans l'idée qu'après avoir sécurisé militairement le nord, la France se retirerait pour laisser les gouvernements d'Afrique de l'Ouest et Bamako rétablir l'ordre politique.

La bataille de Mopti et l'intervention française qui en résulta soulignèrent une leçon clé pouvant être tirée de la crise malienne, à savoir la nature rapide et imprévisible des événements. Chaque tournant de la tragédie malienne trouve une explication *a posteriori*, de la manière dont la corruption du régime fragilisa et agaça l'armée, jusqu'à celle dont la brutalité du MNLA offrit aux islamistes une opportunité politique. Mais la continuité dans les événements maliens de 2012–2013 doit être vue dans la manière dont chaque nouvel épisode de *statut quo* devient source de fragmentation et d'instabilité, rendant des figures comme celles de M. Diarra puissantes un mois et hors sujet le suivant, ne soulevant des espoirs de progrès que pour les voir s'évanouir peu de temps après. En décembre, les émissaires d'Ansar Din au Burkina Faso signèrent un accord de cessez-le-feu avec le gouvernement malien. Au début du mois de janvier 2013, les discussions furent ajournées, le cessez-le-feu était en lambeaux. Les politiques officielles ont parfois été trop lentes pour aider les alliés du Mali à répondre aux crises vécues par le pays.

A la fin du mois de janvier 2013, les avancées franco-maliennes avaient provoqué d'importants dégâts au sein des forces

islamistes. Mais une question restait sans réponse: qui dirigera le Mali, pendant et après l'intervention ? Lorgnant sur un modèle qui devrait être considéré comme un succès en Somalie – l'implication de forces de maintien de la paix africaines et des financements occidentaux – le ministre des Affaires étrangères français Laurent Fabius ainsi que d'autres hauts responsables français exprimèrent leur intention de quitter le théâtre malien dès l'intégrité territoriale du pays rétablie. Dès lors, les gouvernements occidentaux devraient continuer à influencer les efforts de reconstruction politique du Mali. Pourtant, deux des principaux outils des puissances occidentales pour la gestion des rébellions contre des Etats faibles – élections et moyens militaires – semblent insuffisants pour résoudre les problèmes du Mali.

Le modèle « *Shoot and vote* »

Au cours de la dernière décennie, plusieurs pays du Grand Moyen Orient et d'Afrique ont expérimenté un modèle appelé en anglais « *shoot and vote* » (« tirer puis voter »). Les décideurs politiques externes affirment que le combat contre les groupes rebelles permettra la sécurité tandis que les élections mettront en place des gouvernements qui auront la légitimité rendant possible la consolidation des gains militaires. Les puissances extérieures ont incité les pays déstabilisés à tenir des élections en temps de guerre ou immédiatement après des hostilités majeures. Tout au long de l'année 2012, le gouvernement américain a favorisé cette approche au Mali, exhortant le pays à organiser des « élections nationales » dès que possible.

Les décideurs extérieurs ont en particulier vanté dans le cas du Mali le modèle somalien. Une fois l'intervention française au Mali entamée, le Secrétaire d'Etat adjoint américain chargé des affaires africaines Johnnie Carson expliqua le 16 janvier aux journalistes que « le type de soutien que nous pourrions apporter aux Etats de la CEDEAO et à d'autres acteurs du théâtre Africain [au Mali] est très, très similaire à ce que nous avons

fait pour soutenir les efforts [de la Mission de l'Union Africaine en Somalie AMISCOM] » (Shinkman 2013).

Un problème, si l'on utilise la Somalie comme modèle pour le Mali, est que la trajectoire des interventions militaires externes – plurielles – en Somalie ne ressemble que peu à l'expérience actuelle et attendue au Mali. La Somalie connut l'occupation par son voisin l'Éthiopie de 2006 à 2009, le déploiement de soldats essentiellement ougandais et burundais dans le cadre de l'AMISOM de décembre 2007 à nos jours, ainsi qu'une invasion par les Forces de Défense Kenyanes (KDF) en octobre 2011 (les unités de la KDF en Somalie ont officiellement rejoint l'AMISOM en juillet 2012). Depuis 2009, les soldats éthiopiens continuent à effectuer des incursions périodiques en territoire somalien. À la différence du Mali, où les décideurs politiques extérieurs espèrent que les troupes africaines sauront préserver les gains français, les troupes africaines en Somalie ont repris certains territoires à des rythmes différents. Les troupes éthiopiennes et kényanes ont en grande partie agi au nom de leurs pays respectifs et non en celui d'une mission unifiée.

Il est de plus prématuré et réducteur de considérer l'exemple somalien comme celui d'un succès. Tout d'abord, l'occupation éthiopienne de 2006–2009, qui avait pour objectif de briser le pouvoir d'un groupe islamiste appelé l'Union des tribunaux islamiques fut brutale (Hassan et Lefkow 2007). Cette brutalité semble avoir favorisé l'arrivée de recrues dans les rangs de l'organisation Al Shabaab, la milice de jeunes des Tribunaux et une force dominante en Somalie après le retrait de l'Éthiopie (Bruton 2009). L'intervention extérieure, en d'autres termes, joua un rôle dans l'intensification du conflit en Somalie.

Deuxièmement, malgré les avancées militaires de l'AMISOM et d'autres acteurs, les zones reconquises souffrent d'une absence de gouvernance crédible et effective. Le gouvernement central, qui doit encore sécuriser totalement la capitale Mogadiscio, a

régulièrement été distrait de sa mission par ses propres luttes internes. Le gouvernement fédéral de transition somalien a mené, durant l'été et l'automne 2012, un processus à plusieurs étapes de transition politique, destiné à doter le pays d'un nouveau parlement et d'un nouveau président. Cette transition a pris plusieurs mois de retard sur le calendrier initial. Plus important, elle a laissé ouvertes des questions politiques majeures, comme celle de la manière dont le gouvernement central partagera le pouvoir avec les communautés locales, à ce jour sans réponse. Les effets déstabilisants de cette confusion politique sont devenus apparents à Kismayo, une ville portuaire ancien bastion d'Al Shabaab, prise par la KDF en septembre 2012. Dans la Kismayo reconquise, les groupes aspirant à jouer un rôle politique comprennent le gouvernement central, la milice Ras Kamboni, le gouvernement kényan, le gouvernement éthiopien, les clans et les politiciens locaux qui soutiennent l'idée de la création d'un territoire semi-autonome appelé « Jubaland » (Thomas III 2013). Avant d'invoquer le modèle somalien pour le Mali, il est nécessaire de se demander dans quelle mesure la classe politique somalienne est capable de résoudre les conflits entre les différentes localités et le pouvoir central. Comme l'écrit l'analyste Kate Mrkvicka, « la Somalie ne s'épanouira que si – et lorsque – une solution politique permanente et légitime pourra être atteinte, ce qui nécessite soit un gouvernement capable d'intégrer des entités claniques et religieuses, soit un gouvernement suffisamment fort pour contenir les futurs extrémismes. Toute solution qui ne tient pas compte de ces objectifs laissera la porte ouverte au retour de l'insurrection et de la violence » (Mrkvicka 2012).

Troisièmement, la sécurité n'a pas à ce jour été rétablie en Somalie. Les tentatives d'assassinats du président Hassan Seikh Mohamoud le 12 septembre 2012 et du premier ministre Abdi Farah Shirdon le 29 janvier 2013 ont souligné à quel point la légitimité électorale peut être fragile dans des zones en conflit.

Alors que le Mali un scrutin pour juillet 2013, ses partenaires devraient garder à l'esprit l'idée que les élections – événements destinés à créer de l'unité nationale ou, à tout le moins, à résoudre les contestations politiques – peuvent soulever des questions complexes de représentation et d'inclusivité. La transition politique somalienne de 2012 plonge ses racines dans des processus antidémocratiques – accords passés entre factions non validés par un vote, rencontres entre « chefs de clans » (RBC Radio 2012) et compromis passé avec le président et le premier ministre sortants pour repousser les élections présidentielles d'août 2011 à août 2012 (Ahmed et Sheikh 2011). Les arrangements antidémocratiques qui ont pavé le chemin vers une transition ostensiblement démocratique remettent en cause la représentativité du nouveau gouvernement.

Pour en revenir au Mali, il existe des raisons pour lesquelles les responsables politiques sont tentés par ce modèle du « *shoot and vote* ». Le chaos politique régnant à Bamako et les défis militaires au nord sont indéniablement liés : la confusion sur la nature de celui ou ceux qui possèdent l'autorité légale et la puissance politique à même de diriger le pays mine les efforts d'organisation d'un mouvement crédible de réintégration du nord. Mais cette approche « *shoot and vote* » ne semble pas à même de résoudre les problèmes du Mali, en particulier sur le long terme. Si le Mali organise des élections dès juillet 2013, comment parviendra-t-il à garantir les droits liés aux populations du nord qui émergent à peine du contrôle islamiste ? Ces élections incluront-elles les plus de 400 000 Maliens qui ont été déplacés, ainsi que les 300 000 personnes supplémentaires qui pourraient l'être dans les mois à venir (Reuters 2013) ? Le gouvernement issu de ces élections pourra-t-il exercer légitimement le pouvoir sans interférence de l'armée ou d'autres parasitages politiques ? Les élections pourraient, politiquement, faire plus de mal que de bien. Néanmoins, sans clarté politique à Bamako, les efforts militaires

destinés à reprendre le nord pourraient être réduits à néant, soit dans la mise en place des combats, soit à leur lendemain, lorsque le pouvoir central tentera de rétablir une gouvernance au sein de ces zones. Chacune de ces conséquences pourrait augmenter les risques de prolongement des combats dans la région.

La nature cyclique du conflit malien fragilise encore plus l'idée qu'une élection et qu'une guerre sauront stabiliser le pays. La rébellion de 2012–2013 reflète les griefs qui n'ont pas été résolus à la fin de la rébellion de 2006–2009 et qui, eux-mêmes, sont issus de griefs auxquels aucune réponse ne fut apportée au terme d'une série de rébellions en 1990 et 1996 et font écho à la répression du gouvernement malien au début des années 1960. Le MNLA a invoqué un siècle de mécontentement face aux administrations de Bamako, accusées d'avoir discriminé les Touaregs et abandonné les nomades aux sécheresses et à la pauvreté. Certains habitants du nord accueilleraient favorablement la possibilité de voter pour un nouveau gouvernement au sud, mais le nouveau gouvernement malien devra s'engager sur le long terme à une intégration économique et politique complète du nord s'il souhaite éviter une nouvelle guerre dans cinq, dix ou vingt ans.

Une élection et une occupation pourraient peut-être initier un changement à long terme dans les relations entre Bamako et le nord. Mais les décideurs politiques confondent souvent élections et démocratie, et cessent le feu avec paix. Les élections libyennes de juillet 2012, organisées à peine dix mois après la mort du colonel Mouammar Kadhafi, furent accueillies avec optimisme et louanges. Pourtant, dès le début de l'année 2013, cet optimisme semblait déjà exagéré, les milices refusant de se désarmer, les hommes politiques étant ciblés par les assassinats et certaines régions comme celle de Benghazi continuant à remettre en cause le contrôle du gouvernement central. En d'autres termes, la guerre et les élections sont des processus politiques qui répondent à la question

macro-politique de qui exercera le pouvoir. Mais c'est à un niveau micro-politique que résident les solutions aux questions qui sont à l'origine de l'instabilité : qui a un travail ? Qui a une arme ? Qui a la parole ?

La rigidité des catégories renforce la complexité

Au-delà des limites d'une solution de type « *shoot and vote* », la question des réponses politiques à la crise malienne se heurte à un autre défi : la tendance des dirigeants à s'appuyer sur des catégories simplifiées qui ne peuvent aider à comprendre réellement le conflit.

La manière dont nous décrivons les acteurs et les événements maliens n'est pas sans conséquences. Avec l'affaiblissement du MNLA par une coalition islamiste qui comprend des Arabes, des Fulani et d'autres, parler de « rébellion touareg » semble déjà dépassé. Tirer un trait d'égalité entre nord du Mali et Touaregs, et entre Touaregs et rébellion, est dangereux. D'une part, cette équation encourage les responsables politiques à conclure que le MNLA représente « les bons » Touaregs. Les hommes au pouvoir en concluent alors qu'avec une aide extérieure, le MNLA pourrait représenter une alternative militaire et politique aux islamistes acceptable. Cette ligne de pensée suppose que le MNLA peut parler au nom du Nord. Mais le MNLA a déjà perdu une fois le contrôle de la situation, en partie à cause de la brutalité dont il fit preuve à l'encontre des civils. Pourrait-il apporter un leadership politique crédible si une seconde chance lui était donnée ?

Cette équation liant Touaregs et rebelles ignore également les tensions ethniques sous-jacentes. Alors que les communautés du nord comme du sud font peser sur les Touaregs les problèmes du pays, et que les conflits d'aujourd'hui réveillent les souvenirs des violences ethniques d'hier, des incidents et des violences ethniques ont éclaté dans les zones reconquises, comme celles de Tombouctou et de Gao (IRIN 2013). La milice songhai Ganda Khoy, que le gouvernement

a tenté de mobiliser contre les rebelles du nord, avait ciblé les Touaregs dans les années 1990 et pourrait recommencer (Tinti 2012). Il serait d'une triste ironie que les responsables politiques occidentaux, qui ont initialement catégorisé la rébellion du nord comme ethnique, ignoraient aujourd'hui les questions d'ethnicité en ne voyant que celle de l'islamisme.

Une autre catégorie qui ne peut aider est celle de la question « locale ». Prompts à séparer les combattants entre « locaux » et « étrangers », les décideurs politiques – dont les responsables en charge du dialogue avec Ansar Dine au Burkina Faso – ont souvent traité Ansar Dine comme un groupe possédant d'authentiques racines locales et ses partenaires islamistes comme étrangers au Mali. Ces catégorisations ignorent la nature en apparence fluide de l'appartenance aux groupes Ansar Dine, AQMI ou du MUJAO. Quand et si le temps de la démobilisation ou de la réintégration des combattants islamistes vient, ces idées figées sur qui est local et qui ne l'est pas pourraient enrayer le dialogue et la réconciliation. En somme, les responsables politiques qui rangent les mouvements du nord du Mali dans des catégories aux définitions strictes pourraient voir leurs frontières devenir et redevenir de plus en plus floues.

Conclusion et recommandations

Le Mali ne pourra être reconstruit aussi vite qu'il s'est effondré. Les centaines de milliers d'habitants du nord déplacés ne retourneront pas chez eux en une journée, et certains ne rentreront jamais. Les tensions ethniques, les griefs d'ordre économique, la colère politique et la ferveur religieuse ne s'effaceront pas à la seconde où les champs de bataille seront abandonnés, les accords rédigés ou les résultats des élections annoncés. Le Mali a besoin d'une aide extérieure. Mais il a besoin d'une aide patiente et acceptant la complexité. Plutôt que de s'empresse à désigner les vainqueurs politiques et à plonger dans la danse de la démocratie, les partenaires

du Mali devraient réfléchir avec attention et inclusivité à la manière dont doivent être posées les fondations d'une réconciliation à long terme et de politiques participatives.

Dépasser la religion du « *shoot and vote* » nécessitera investissements et imagination. Garantir la sécurité, nourrir les populations et réinstaller les réfugiés devrait être plus urgent qu'organiser des élections. Les responsables politiques devraient discuter d'un programme de reconstruction et d'emploi pour les communautés du nord d'une dimension similaire à celle de la Stratégie quinquennale pour la sécurité et le développement, d'un budget de 2,5 milliards de dollars, mise en place en 2012 au Niger voisin. Plutôt que de rechercher un partenaire ou un intermédiaire pour diriger le nord, les diplomates devraient engager le dialogue avec l'ensemble des parties de bonne volonté et forger des cadres politiques inclusifs. Dans le sud, les partenaires du Mali devraient reconnaître l'influence du capitaine Sanogo dans la politique malienne, et intégrer sa faction dans les consultations politiques. Et les médecins penchés au chevet de la renaissance malienne devrait, avant tout, étudier le passé du pays afin d'éviter que soit nourri le terreau de griefs et conflits futurs.

Author's note

Stability a republié en français cet article, lequel présente le contexte historique de la crise de 2012–2013 au Mali. Cependant, en raison des événements s'étant produits depuis la date de publication initiale, certaines des recommandations politiques de l'article sont aujourd'hui obsolètes. Des élections présidentielles et législatives ont été organisées dans le pays respectivement en juillet-août 2013 et en novembre/décembre 2013. Le Capitaine Amadou Sanogo, ex-leader du coup, ne serait plus une personnalité majeure dans la politique interne ; en novembre 2013, il a été arrêté, accusé de meurtre, et maintenu en détention. Néanmoins, les questions humanitaires demeurent une préoccupation importante

au Mali : certains des habitants déplacés par la crise sont depuis retournés chez eux, mais près de 200 000 personnes sont déplacées dans le pays, et plus de 100 000 autres restent dans des camps de réfugiés en Mauritanie, au Niger et ailleurs.

Références

- Ahmed, M** et **Sheikh, A** 2011 Somalia Postpones Vote to 2012 Amid Security Crisis. *Reuters*, 24 avril 2011. Disponible à l'adresse <http://www.reuters.com/article/2011/04/24/us-somalia-conflict-elections-idUSTRE73N1XG20110424> [Dernier accès février 2013].
- Bruton, B** 2009 Dans The Quicksands of Somalia. *Foreign Affairs*, novembre/décembre 2009 2009. Disponible à l'adresse <http://www.foreignaffairs.com/articles/65462/brunwyn-bruton/in-the-quicksands-of-somalia> [Dernier accès février 2013].
- Dicko, G** 2012 Mali's Interim PM Forms Government. *AFP*, 25 avril 2012. Disponible à l'adresse http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gkTSJ6YKcV3j2iK70-5piz0t25_Q?docId=CNG.95f554f363a479cc7e9380c60efcd80.a1 [Dernier accès février 2013].
- Hassan, H** et **Lefkow, L** 2007 Somalia and Ethiopia: Caught in a Quagmire. *The World Today*, 2 décembre 2007. Disponible à l'adresse <http://www.hrw.org/news/2007/11/30/caught-quagmire> [Dernier accès février 2013].
- IRIN** 2013 The Dynamics of Inter-Communal Violence in Mali. *IRIN News*, 31 janvier 2013. Disponible à l'adresse <http://www.irinnews.org/report/97382/the-dynamics-of-inter-communal-violence-in-mali> [Dernier accès février 2013].
- Mrkvicka, K** 2012 Intervention in Somalia: A Misguided Model for Success in Mali. *Global Security Studies Review*, 18 décembre 2012. Disponible à l'adresse <https://blogs.commonsgorgetown.edu/globalsecuritystudiesreview/2012/12/18/intervention-in-somalia-a-misguided->

model-for-success-in-mali/ [Dernier accès février 2013].

RBC Radio 2012 Communiqué des signataires de la Rencontre consultative. *RBC Radio*, 23 mai 2012. Disponible à l'adresse <http://www.raxanreeb.com/2012/05/somalia-communique-of-the-consultative-meeting-of-the-somali-signatories/> [Dernier accès février 2013].

Reuters 2013 L'ONU annonce que 400 000 réfugiés pourraient fuir le Mali dans les mois à venir *Reuters*, 18 janvier 2013. Disponible à l'adresse <http://www.reuters.com/article/2013/01/18/us-mali-un-refugees-idUSBRE-90H0G720130118> [Dernier accès février 2013].

Schneider, J 2012 Mali's CNRDR: An Accidental Coup? *Think Africa Press*, 22 mars 2012. Disponible à l'adresse <http://thinkafricapress.com/mali/how-cnrdr-took-control> [Dernier accès février 2013].

Shinkman, P 2013 U.S. Official: Mali Success Should Be Shaped by Somalia. *US News and World Report*, 16 janvier 2013. Dis-

ponible à l'adresse <http://www.usnews.com/news/articles/2013/01/16/us-official-mali-success-should-be-shaped-by-somalia> [Dernier accès février 2013].

Thomas III, C 2013 Jubaland Close to Becoming Somalia's Next State. *Somalia News Room*, 10 janvier 2013. Disponible à l'adresse <http://somalianewsroom.com/2013/01/10/jubaland-close-to-becoming-somalias-next-state/> [Dernier accès février 2013].

Tint, P 2012 Intervening in Northern Mali: Don't Forget the Ethnic Dimension. *Think Africa Press*, 19 novembre 2012. Disponible à l'adresse <http://thinkafricapress.com/mali/averting-intercine-violence-mali-mnla-ganda-koy> [Dernier accès février 2013].

Whitehouse, B 2012 What Went Wrong in Mali? *London Review of Books*, Volume 34, Number 16, 30 août 2012. Disponible à l'adresse <http://www.lrb.co.uk/v34/n16/bruce-whitehouse/what-went-wrong-in-mali> [Dernier accès février 2013].

Comment citer cet article: Thurston, A 2013 Mali: The Disintegration of a "Model African Democracy". *Stability*, 2(1): 2, pp.1-7, DOI: <http://dx.doi.org/10.5334/sta.aq>

Lorsque vous citez des numéros de page merci d'utiliser le PDF pagination anglaise.

Publié: le 22 février 2013

Droit d'auteur: © 2013 The Author(s). This is an open-access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution 3.0 Unported License (CC-BY 3.0), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited. See <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/>.

][*Stability* is a peer-reviewed open access journal published by Ubiquity Press.

OPEN ACCESS 